ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 17 juillet 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant, en ce qui concerne la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, des mesures d'exécution de l'article 2 de la loi du 20 février 1961 portant certaines mesures provisoires en vue de faciliter le recrutement aux emplois publics en Belgique des personnes ayant exercé des fonctions publiques ou autres au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, et de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique", a donné le 25 juillet 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 17e juli 1963 door de Vice-Eerste-Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende, wat betreft de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, uitvoeringsmaatregelen van artikel 2 van de wet van 20 februari 1961 houdende sommige voorlopige maatregelen ten einde de recrutering tot de openbare ambten in België te vergemakkelijken ten gunste van de personen die in Belgisch Congo of in Ruanda-Urundi een openbaar of een ander ambt hebben uitgeoefend, en van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika", heeft de 25e juli 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet poursuit deux objets distincts; d'une part, il vise à pourvoir à l'exécution de l'article 2 de la loi du 20 février 1961, en ce qui concerne le recrutement d'anciens agents de carrière des cadres d'Afrique à des emplois de la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et, d'autre part, il tend à apporter au statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur les aménagements jugés nécessaires en raison des mesures de recrutement particulières prévues par les lois du 20 février 1961 et du 27 juillet 1961 aux fins de le mettre en concordance avec celles-ci.

Il serait, dès lors, plus exact de rédiger l'intitulé du projet comme suit :

"Arrêté royal qui porte, en ce qui concerne la carrière du Service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, des mesures d'exécution de la loi du 20 février 1961 portant certaines mesures provisoires en vue de faciliter le recrutement aux emplois publics en Belgique des personnes ayant exercé des fonctions publique ou autres au Congo belge ou au Ruanda-Urundi, et qui modi l'arrêté royal du 25 avril 1956 fixant le statut des ager du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur".

\+

\+ \+

En raison du second objet du projet, il co de viser en premier lieu au préambule l'article 66, a de la Constitution.

A l'alinéa 2 du préambule, il y a lieu d'omettre les mots "notamment l'article 29, § 3".

A l'alinéa 3 du préambule, les mots "modifié par l'arrêté royal du 13 juin 1959 et par l'arrêté royal du 24 mars 1961"doivent également être supprimés et être remplacés par les mots "notamment l'article 14;".

Aucun texte légal ni réglementaire n'oblige de motiver l'arrêté royal en projet; de plus, la motivation donnée aux termes des deux considérants insérés au préambule du projet est inadéquate et incomplète; il est préférable, dès lors, de supprimer ces deux considérants.

Au proposant, il y a lieu de lire "... de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique ... ".

\+

\+ \+

Article 1er.

L'article 1er exprimerait plus exactement les intentions du Gouvernement s'il était rédigé comme suit

"Article 1er.-

La durée du stage prévu à l'article 7 de l'ar royal du 25 avril 1956 est réduite de moitié pour les qui, bénéficiaires de la loi du 20 février 1961, ont é lauréats du concours d'admission au stage de la carri Service extérieur du Ministère des Affaires étrangère du Commerce extérieur dont les résultats ont été pub Moniteur belge du 20 janvier 1962".

Article 2.

Le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur a attiré spécialement l'attention du Conseil d'Etat sur cet article, au sujet duquel il se demande si l'examen d'admission définitive qui est réservé aux bénéficiaires de la loi du 20 février 1961 et qui comprend uniquement un rapport écrit portant sur une matière enseignée pendant la durée du stage, peut avoir lieu devant le Conseil de direction au lieu du Secrétariat permanent de recrutement

Une réponse affirmative s'impose.

En effet, en vertu de l'article 2, § 1er, alinéa 3, de la loi du 20 février 1961, le Roi détermine librement le régime particulier des épreuves d'admission dont il est question à l'alinéa 1er, d. de ce même article.

Il est proposé de rédiger l'article 2 dans les termes suivants :

"Article 2.-

Pour les agents mentionnés à l'article 1er, l'examen d'admission définitive dans la carrière du Serv extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur consiste en un rapport écrit, portan une matière enseignée pendant la durée du stage; ce rap est examiné et coté par le Conseil de direction".

Article 3.

L'article 3 du projet a pour effet de neutraliser les conséquences normales de l'application des lois du 20 février 1961 et du 27 juillet 1961, destinées à assurer certains avantages aux anciens agents de l'Administration d'Afrique. Il est, dès lors, contraire à ces lois, et doit être omis.

Article 4.

L'article 4 du projet tend à résoudre un problème particulier que soulève l'application de l'article 14 du statut du 25 avril 1956 aux anciens agents de carrière des cadres d'Afrique qui ont été admis dans la carrière du Service extérieur sans participer au concours d'admission au stage.

Cependant, ce problème ne se pose pas à l'égard des agents qui ont été admis dans ladite carrière en application des règles de recrutement particulières prévues par la loi du 20 février 1961, puisque ces agents ont été sou au concours d'admission au stage. En ce qui concerne l'application de l'article 14 de l'arrêté royal du 25 avril 1956, leur situation est identique à celle des agents qu ont été admis dans la carrière du Service extérieur en application des règles du statut. Il n'est donc pas nécessaire de prévoir des règles spéciales à leur intention

Il serait en outre préférable d'incorporer disposition de l'article 4 du projet dans l'article 1 l'arrêté royal du 25 avril 1956 qu'elle complète, et elle formerait le second alinéa.

L'article 4 du projet (qui à la suite de l'omission de l'article 3 deviendrait "article 3") pourrait être rédigé comme suit :

"Article 4 (3).

L'article 14 de l'arrêté royal du 25 avril 1956 est complété par un alinéa rédigé comme suit :

"En ce qui concerne les agents qui ont été admis aux emplois réservés conformément à l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961 portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, les résultats dont il est tenu compte, savoir ceux de l'épreuve d'admission prévue à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 8°, de la même loi et ceux de l'examen prévu à l'article 13 du présent arrêté, sont ramenés à une cote calculée sur un maximum de 15 points pour chacun de ces résultats".

\+ +

Etant pris sur proposition de deux Ministres, l'arrêté en projet doit être contresigné par ces deux Ministres.

Het ontwerp heeft een tweeledig doel : het wil, eensdeels, uitvoering geven aan artikel 2 van de wet van 20 februari 1961 voor de werving van gewezen beroepsambtenaren van de kaders van Afrika in betrekkingen van de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel en, anderdeels, het statuut van de ambtenaren van genoemd Ministerie, waar dit ingevolge de bijzondere, in de wetten van 20 februari 1961 en 27 juli 1961 vastgestelde vervingsmaatregelen nodig wordt geacht, aanpassen om het hiermee in overeenstemming te brengen.

Volgende lezing voor het opschrift ware dan ook preciezer :

"Koninklijk besluit dat, voor de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, maatregelen vaststelt ter uitvoering van de wet van 20 februari 1961 houdende sommige voorlopige maatregelen ten einde de recrutering tot de openbare ambten in België te vergemakkelijken ten gunste van de personen die in Belgisch Congo of in Ruanda-Urundi een openbare of een ander ambt hebben uitgeoefend, en het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel wijzigt".

\+

\+ \+

.../..

Gelet op het tweede doel van het ontwerp, verwijze men in de aanhef eerst naar artikel 66, tweede lid, van de Grondwet.

In het tweede lid van de aanhef, schrappe men "inzonderheid artikel 29, § 3".

In het derde lid van de aanhef vervange men "gewijzigd bij koninklijk besluit van 13 juni 1959 en bij koninklijk besluit van 24 maart 1961" door "inzonderheid op artikel 14".

Geen wet of verordening verplicht het ontwerp-besluit met redenen te omkleden; de motivering in de twee consideransen van de aanhef gaat trouwens niet op en is onvolledig; men late die twee consideransen dan ook liefst weg.

In het voordrachtformulier leze men "... v Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt ...".

\+

\+ +

Artikel 1.

De volgende lezing zou het oogmerk van de Regering juister verwoorden :

"Artikel 1.-

De proeftijd bepaald in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 wordt met de helft verminderd voor de op het voordeel van de wet van 20 februari 1961 gerechtigde ambtenaren die geslaagd zijn voor het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd in de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, waarvan de uitslag in het Belgisch Staatsblad van 20 januari 1962 is bekendgemaakt".

Artikel 2.

De Minister van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel heeft de Raad van State erop attent gemaakt dat hij zich in verband met dit artikel afvraagt of het alleen voor begunstigden van de wet van 20 februari 1961 toegankelijke examen voor toelating in vaste dienst, dat alleen bestaat in het stellen va een verslag over een tijdens de proeftijd onderwezen stof, kan worden afgenomen ten overstaan van de dire raad in plaats van het Vast Wervingssecretariaat.

Hierop dient bevestigend te worden gear woord.

Krachtens artikel 2, § 1, derde lid, wet van 20 februari 1961, bepaalt de Koning immer het bijzonder stelsel van toelatingsexamens waarv sprake in het eerste lid, d, van hetzelfde artik

Voorgesteld wordt artikel 2 als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

Voor de ambtenaren bedoeld in artikel 1 bestaat het examen voor toelating in vaste dienst in de carrière Buitenlandse Dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel in het stellen van een verslag over een tijdens de proeftijd onderwezen stof; dat verslag wordt door de directieraad onderzocht en van een waardecijfer voorzien".

Artikel 3.

Artikel 3 zou de toepassing van de wetten van 20 februari 1961 en 27 juli 1961, die de gewezen ambtenaren van het Bestuur van Afrika bepaalde voordele bedoelen te verlenen, in hun normale gevolgen neutralisseren. Het moet dus als strijdig met die wetten vervallen.

Artikel 4.

Artikel 4 beoogt een bijzonder vraagst op te lossen in verband met de toepassing van artil 14 van het statuut van 25 april 1956 op de gewezen beroepsambtenaren van de kaders van Afrika die tot carrière Buitenlandse Dienst zijn toegelaten zond het vergelijkend examen voor toelating tot de pro te hebben deelgenomen.

Voor ambtenaren die ingevolge de bij de wet van 20 februari 1961 bepaalde bijzondere wervingsregelen tot die carrière zijn toegelaten, doet zulk een probleem zich echter niet voor, want die ambtenaren hebbe het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd moeten afleggen. Ten aanzien van de toepassing van artike 14 van het koninklijk besluit van 25 april 1956 bevinden zij zich in dezelfde toestand als de ambtenaren die overeenkomstig de statuutregelen in de carrière Buitenlandse Dienst zijn opgenomen. Voor hen hoeven dus geen bijzondere regelen te worden aangegeven.

Bovendien ware het verkieslijk de bepalingen van artikel 4 van het ontwerp als een tweede lid in te voegen in artikel 14 van het koninklijk besluit van 25 april 1956, dat ze zouden komen aan te vullen.

Artikel 4 van het ontwerp (dat wegens het wegvallen van artikel 3 dient te worden vernummerd) ware als volgt te lezen :

"Artikel 4 (3).-

Artikel 14 van het koninklijk besluit va 25 april 1956 wordt aangevuld met een lid, dat luidt als volgt :

"Voor de ambtenaren die zijn toegelate de betrekkingen voorbehouden overeenkomstig artikel § 1, van de wet van 27 juli 1961 houdende sommige regelen ten gunste van het beroepspersoneel van de

kaders van Afrika, worden de in aanmerking te nemen uitslagen, met name de uitslagen van het toelatingsexamen bedoeld in artikel 6, § 1, tweede lid, 8°, van dezelfde wet en die van het examen waarvan sprake in artikel 13 van dit besluit, omgerekend tot een waardecijfer berekend op een maximum van 15 punten voor ieder van die uitslagen".

\+ +

Aangezien het ontwerp-besluit wordt voorgedragen door twee Ministers, moeten deze het ook beide medeondertekenen.

La chambre était composée de

Messieurs : L. MOUREAU, conseiller d'Etat, président,
de Heren : raadsheer van State, voorzitter,

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
G. VAN HECKE, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. DE KOSTER, greffier adjoint, greffier.
Mevrouw : adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. DE KOSTER.

(s.) L. MOUREAU.